FICHE DE CIRCULARITÉ



Paillis de plastique



Réglementation:

- Assujettis à la REP sur les plastiques agricoles comme plastiques de catégorie 4.
- Entrée en vigueur de la REP pour les catégories 4 et 5 reportée à avril 2027.

Type de plastique : Polyéthylène



Cycle de vie

Fabrication et distribution

 Présence de fabricants québécois de paillis conventionnels et biodégradables.

Usage

- Prévenir les mauvaises herbes (limiter l'usage d'herbicides).
- Aider à la rétention d'eau.
- Réchauffer les sols.

Fin de vie

 Actuellement : enfouissement, incinération ou biodégradation dans le sol.

Défis et opportunités de circularité

- \odot
- Le **réemploi est complexe** et peu réaliste pour les producteurs agricoles.
- Θ
- La **récupération du paillis est difficile** pour les agriculteurs, car il se décompose et il est difficile de le séparer des systèmes d'irrigation goutte à goutte.



Le **recyclage est difficile à rentabiliser**, considérant le niveau de souillure très élevé des paillis par la terre.



 La présence de fabricants locaux peut faciliter la mise en oeuvre d'initiatives circulaires.



En Europe, la **tendance** des prochaines années semble se diriger vers l'**usage de paillis réellement biodégradables.**



Les recherches testant des **solutions naturelles** (paillis de végétaux) commencent à avoir des **bons rendements** en termes de réduction du désherbage, enrichissement en azote et rétention d'eau.

Alternatives:



- Paillis biodégradables :
 - Enjeux : non acceptés par les certifications biologiques et se dégradent parfois trop rapidement.
- Paillis en jute :
 - Enjeux : Prix élevés, fin de vie incertaine et efficacité moindre.
- Paillis de végétaux :
 - Usage de plantes (seigle, sarrasin, etc.) comme paillis permettant d'enrichir le sol en matières organiques.
 - Enjeu: essais en cours

Cette fiche a été développée par le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie dans le cadre d'un projet de concertation visant à favoriser une meilleure circularité des plastiques horticoles en Montérégie, soutenu financièrement par l'Entente sectorielle de développement pour la concertation régionale dans la région administrative de la Montérégie.